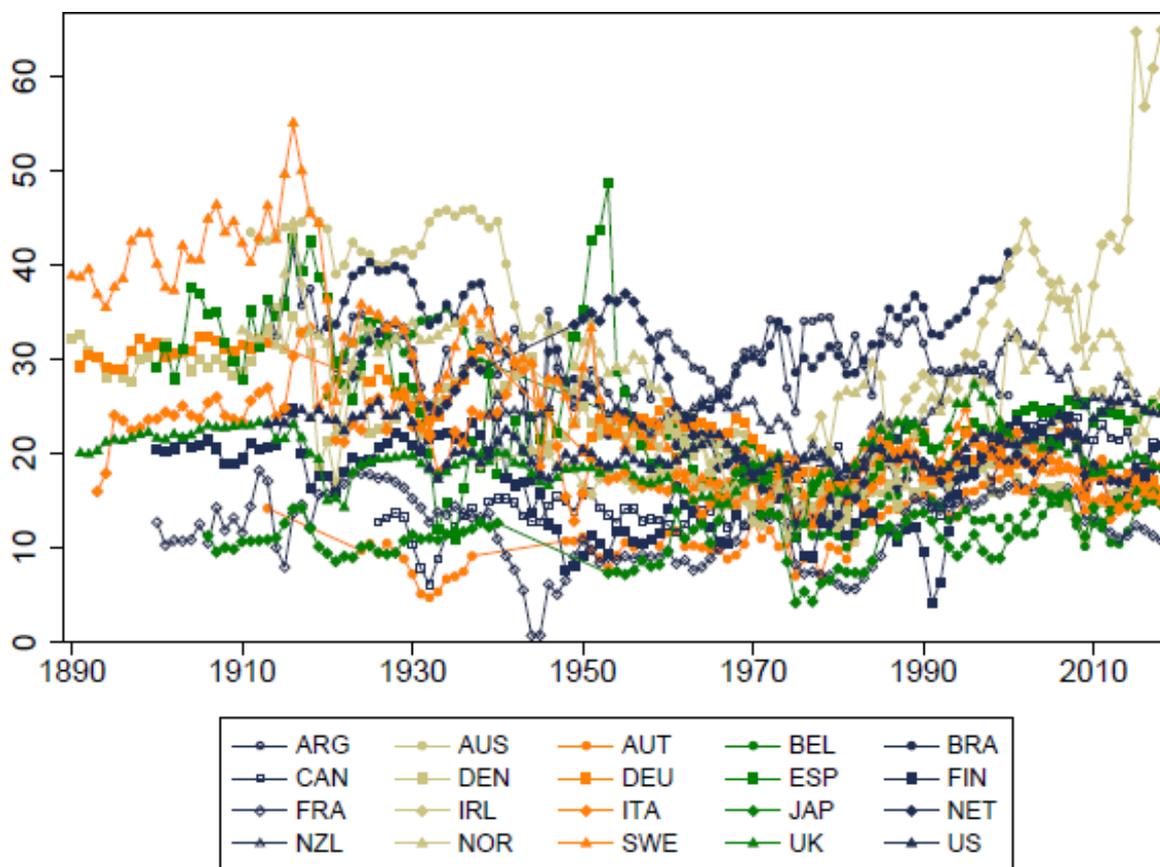


Quels sont les déterminants fondamentaux de la part du capital ?

blog-illusio.com/2020/05/quels-ont-ete-les-determinants-fondamentaux-de-la-part-du-capital-au-cours-de-l-histoire.html



Le partage des revenus a été l'un des objets centraux de la science économique lorsque celle-ci s'est constituée au dix-huitième siècle et il est longtemps resté parmi ses premières préoccupations. Il a pourtant été relativement écarté de l'analyse à partir du milieu du vingtième siècle, lorsqu'il semblait avoir été établi que le partage de la valeur ajoutée entre les facteurs était constant à long terme. Cette stabilité apparaissait pour certains, notamment Nicholas Kaldor (1957), comme l'un des rares « faits stylisés » de la croissance économique. Celui-ci n'a toutefois pas résisté à l'épreuve du temps. Ces dernières décennies, plusieurs études ont suggéré que le partage des revenus nationaux a pu se déformer au détriment du travail depuis les années 1980, en particulier aux Etats-Unis (*cf.* graphique). Les analyses se sont alors multipliées pour vérifier ce constat et tenter de l'expliquer, mais aussi pour préciser le lien entre partage du revenu national et inégalités de revenu [Milanovic, 2017] ou entre partage du revenu et croissance économique [Charpe *et alii*, 2019].

GRAPHIQUE Part nette du capital d'une vingtaine de pays (en % de leur revenu national)

source : Bengtsson *et alii* (2020)

Les causes *immédiates* du partage de la valeur ajoutée, celles qui se manifestent à court terme, incluent certainement l'accumulation du capital, le niveau d'éducation, la technologie et les politiques redistributives des gouvernements. Adoptant un point de vue de très long terme, Erik Bengtsson, Enrico Rubolino et Daniel Waldenström (2020) ont cherché à faire émerger les déterminants *fondamentaux* du partage du revenu national entre travail et capital, ceux qui influencent les causes immédiates. Pour cela, ils ont étudié les liens entre diverses variables et le partage du revenu national de vingt pays depuis le milieu du dix-neuvième siècle en procédant à des études d'événements pour observer les effets d'amples chocs institutionnels.

D'après leur analyse, l'introduction du suffrage universel au début du vingtième siècle a été associée à une chute significative de la part du capital : l'acquisition par les citoyens les moins favorisés du droit de participer au processus politique a réduit la part du capital d'environ 15 %, soit de 4 points de pourcentage. Cet effet s'observe encore une décennie après la réforme électorale. La démocratisation et le nouveau climat politique qu'elle instaure ont facilité la mise en œuvre de réformes réglementaires qui ont réduit les revenus du capital.

Bengtsson et ses coauteurs constatent que l'orientation partisane des gouvernements influence également le partage de la valeur ajoutée. Les victoires de la gauche aux élections durant l'ère démocratique ont déprimé la part du capital de 8 % en moyenne, soit d'environ 1,6 point de pourcentage. Les régressions de panel font apparaître une robuste corrélation négative entre, d'une part, les parts du capital et, d'autre part, l'imposition des hauts revenus et les dépenses publiques, ce qui suggère que c'est l'adoption de politiques redistributives qui déforme le partage des revenus nationaux au profit du travail. Un tel constat fait notamment écho aux conclusions de Ghazala Azmat *et alii* (2012), qui ont montré que les privatisations de certains services collectifs opérées depuis les années 1980 s'étaient traduites par une baisse de la part du travail dans les pays de l'OCDE.

L'étude d'une cinquantaine d'épisodes de décolonisations, relatifs à six pays colonisateurs, montre que celles-ci ont significativement réduit la part du capital dans les puissances coloniales. La perte d'une colonie déforme surtout le partage du revenu national dans les cinq années suivantes, la part du capital diminuant d'environ 7 % en moyenne sur ce laps de temps. Cet effet se dilue ensuite graduellement, mais il ne disparaît pas totalement. Les investissements réalisés dans les colonies semblent avoir constitué une source significative de profits pour les pays colonisateurs.

Inversement, la tendance à la désyndicalisation contribue à expliquer la hausse du taux de capital ces dernières décennies. En effet, l'étude d'événement autour de l'application de la Trade Union Act au Royaume-Uni en 1984 montre que la chute de la syndicalisation a été plus forte dans celui-ci que dans des pays comparables. Or, la part du capital s'y est accrue de cinq points de pourcentage relativement aux autres pays. Ce résultat est confirmé par des régressions portant sur différents pays : lorsqu'ils régressent la part du

capital nette sur la densité syndicale, Bengtsson et ses coauteurs décèlent un lien robuste entre désyndicalisation et hausse de la part du capital, ce qui suggère que la première a contribué à réduire le pouvoir de négociation des travailleurs.

Enfin, contrairement à la théorie selon laquelle les guerres tendraient à rendre les sociétés plus égalitaires [Scheidel, 2017], l'observation des guerres qui se sont déroulées depuis le milieu du dix-neuvième siècle et en particulier des deux guerres mondiales suggère que ces épisodes ont eu tendance à déformer le partage des revenus nationaux en faveur du capital : en moyenne une guerre accroît la part du capital d'environ 2 points de pourcentage, soit d'environ 7 %. Malgré le fait qu'elles se traduisent par une destruction du stock de capital, les guerres entraînent des mannes de profits qui accroissent la part du capital.

Ces divers constats font ainsi écho à la récente littérature qui a mis l'accent sur les relations de pouvoir sur les marchés du travail et des produits comme déterminant de la part du capital [Autor *et alii*, 2020 ; Barkai, 2020 ; De Loecker *et alii*, 2020]. Plus largement, Bengtsson et ses coauteurs montrent que les institutions jouent un rôle crucial pour déterminer la répartition fonctionnelle du revenu et son évolution au cours du temps : la répartition du revenu national dépend fondamentalement du rapport de force au sein de la société et les institutions façonnent celui-ci. Leur étude amène en outre à confirmer que les réformes d'inspiration néolibérale qui ont été menées depuis les années quatre-vingt, notamment les mesures de déréglementation du marché du travail et de réduction de la taille de l'Etat, ont contribué à déformer le partage de la valeur ajoutée au détriment du travail en réduisant le pouvoir de négociation des travailleurs [Ciminelli *et alii*, 2018].

Références

AUTOR, David, David DORN, Lawrence F. KATZ, Christina PATTERSON & John VAN REENEN (2017), « The fall of the labor share and the rise of superstar firms », in *Quarterly Journal of Economics*, vol. 135, n° 2.

AZMAT, Ghazala, Alan MANNING & John Van REENEN (2012), « Privatization and the decline of labour's share: International evidence from network industries », in *Economica*, vol. 79, n° 315.

BARKAI, Simcha (2020), « Declining labor and capital shares », in *Journal of Finance*.

BENGTSSON, Erik, Enrico RUBOLINO & Daniel WALDENSTRÖM (2020), « What determines the capital share over the long run of History? », IZA, *discussion paper*, n° 13199.

CHARPE, Matthieu, Slim BRIDJI & Peter MCADAM (2019), « Labor share and growth in the long run », BCE, *working paper*, n° 2251.

CIMINELLI, Gabriele, Romain DUVAL & Davide FURCERI (2018), « Employment protection deregulation and labor shares in advanced economies », FMI, *working paper*, n° 18/186.

DE LOECKER, Jan, Jan ECKHOUT & Gabriel UNGER (2020), « The rise of market power and the macroeconomic implications », in *The Quarterly Journal of Economics*, vol. 135, n° 2.

KALDOR, Nicholas (1957), « A model of economic growth », in *The Economic Journal*, vol. 67, n° 268.

MILANOVIC, Branko (2017), « Increasing capital income share and its effect on personal income inequality », in H. Boushey, J. B. DeLong & M. Steinbaum (dir.), *After Piketty*, Harvard University Press.

SCHEIDEL, Walter (2017), *The Great Leveler: Violence and the History of Inequality from the Stone Age to the Twenty-First Century*, Princeton University Press.